

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1924.

Projet de loi

portant création d'une institution de prévoyance au profit des veuves et des orphelins des militaires appointés au-dessous du rang d'officier.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Législature a pour but de créer, à titre provisoire, une caisse de pensions au profit des veuves et des orphelins des militaires au-dessous du rang d'officier.

A l'heure actuelle, les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats de l'Armée, sont les seuls agents de l'État qui ne sont point admis à constituer par les retenues sur leurs allocations, des rentes de survie au profit de leur femme et leurs enfants (1).

L'opinion s'est préoccupée à maintes reprises du dénuement dans lequel se sont trouvées certaines familles de ces modestes et utiles serviteurs de la Patrie, frappées dans leur chef et elle s'est alarmée de voir différer la solution d'une question dont chacun s'accordait à reconnaître l'urgence.

Poussés par le vif désir de remédier à cet état de choses, les divers Ministres qui se sont succédés au portefeuille de la Guerre ou de la Défense Nationale depuis une vingtaine d'années ont mis à l'étude la création d'une institution de prévoyance au profit des militaires de rang subalterne.

Dès le principe, il fut reconnu, vu les modestes ressources des intéressés, que seule l'intervention du Trésor Public permettrait de servir aux veuves des pensions suffisantes. De longs échanges de vues eurent lieu à ce sujet entre le Département de la Guerre et celui des Finances et l'accord de principe, obtenu à la veille des hostilités, ne pût, faute de temps, être suivi de la mise en application.

A l'heure actuelle, des éléments nouveaux sont à considérer, soit parce qu'ils

(1) Le Département de la Guerre alloue, il est vrai, des secours à charge du budget, aux veuves et aux orphelins qui se trouvent dans l'indigence, mais l'insuffisance de ces secours est notoire (au plus 80 francs par trimestre),

modifient les données du problème, soit parce qu'ils peuvent exercer une certaine influence sur la solution qui en sera donnée.

Les éléments nouveaux de la question sont la loi sur les pensions militaires en date du 23 novembre 1919 et l'institution d'une Commission Interministérielle chargée de refondre et d'unifier notre régime de pensions de veuves.

La loi du 23 novembre 1919 attribue, dans les limites plus larges que par le passé, une pension aux ayants-droit du militaire dont la mort est rattachable au service, mais ces mesures, applicables seulement dans des cas limités n'offrent pas le caractère d'une assurance certaine.

Les femmes et les enfants des militaires de rang subalterne sont donc toujours exposés, comme avant la guerre, au risque de se trouver du jour au lendemain dénués de toute ressource.

Quant à l'œuvre poursuivie par la Commission Interministérielle d'institution récente, on peut espérer que ses importants travaux permettront d'asseoir sur des bases scientifiques et stables des Statuts nouveaux donnant satisfaction aux revendications légitimes des diverses catégories d'intéressés. Mais les travaux de cette Commission seront vraisemblablement de longue haleine et il est à craindre que vu l'ampleur du sujet et la multiplicité des institutions à réformer, des résultats pratiques ne seront obtenus avant de nombreux mois.

En attendant, les intéressés s'inquiètent de voir différer la réalisation de promesses qui leur ont été répétées fréquemment et de façon formelle.

Le présent projet de loi a pour but de mettre fin à cette pénible situation.

Il s'efforce de donner à la question une solution provisoire, simple et rapide sans préjuger de la solution d'ensemble qui sera préconisée par la Commission Interministérielle. Il ne vise pas à l'établissement d'un régime définitif dont les bases ne doivent plus être modifiées, il cherche à parer au plus pressé, ouvre immédiatement l'ère des réalisations tout en laissant le champ libre au progrès.

L'examen des articles du projet montre comment on a cherché à obtenir ce résultat.

L'article premier stipule que seuls les ayants-droit des militaires *appointés ou salariés*, peuvent bénéficier des dispositions de la loi nouvelle.

Il est certain que, sous peine de tomber dans des complications très grandes, il ne serait pas possible d'en étendre l'application aux militaires soldés qui ne font que passer sous les drapeaux et dont, du reste, très peu sont mariés.

Les appointés du corps de la Gendarmerie qui sont affiliés à la Caisse de Secours, instituée par la loi du 23 mai 1888, sont également exclus du bénéfice de ces dispositions.

L'affiliation est obligatoire, il n'est fait exception à cette règle qu'en faveur des appointés et salariés qui participent actuellement à une Caisse de Veuves instituée par la loi.

ART. 4. — Ainsi qu'il l'a été dit plus haut, depuis que la question d'une caisse de pensions en faveur des veuves et des orphelins des militaires de rang subalterne est à l'étude, il a été admis par tous les dirigeants qu'une institution de l'espèce ne pourrait fonctionner de façon satisfaisante sans aide financière.

Aujourd'hui que toutes les caisses existantes ont été largement subsidiées par

l'État (loi du 3 juin 1920) afin de pouvoir relever le taux des pensions, le principe de la subvention paraît plus que jamais inattaquable.

Où peut-on trouver les crédits nécessaires à cette subvention sans recourir une fois de plus aux finances de l'État? Les magasins pour officiers et troupes, institués pendant la guerre et qui ont été maintenus jusqu'ici, étant donnés les services qu'ils rendent, ont réalisé des bénéfices assez importants.

Il nous a paru qu'il ne peut être tiré meilleur parti de ces bénéfices qu'en les affectant pour une part à la constitution d'un capital capable d'assurer pendant plusieurs années le fonctionnement de l'Institution projetée dans des conditions satisfaisantes pour les intéressés. C'est la raison des mesures édictées par l'article IV.

Cette solution paraît d'autant plus acceptable que les bénéfices dont il s'agit proviennent d'une légère majoration du prix des articles vendus à tous les militaires, officiers et troupes.

En affectant les sommes ainsi accumulées aux Institutions de prévoyance de l'Armée, l'État agira à l'égard de celles-ci en tuteur avisé et bienveillant.

Comment seront utilisées les ressources mises à la disposition de l'Institution nouvelle?

On s'est efforcé d'écarter tout procédé dont l'application nécessiterait une comptabilité importante ou compliquée.

Il a paru simple de mettre à la charge de l'État un tantième fixe de la rente de survie attribuée à la veuve ou à l'orphelin.

Si, par analogie, avec les dispositions de la Caisse de la Gendarmerie, on fixe à 840 francs le montant annuel de la pension de la veuve, on pourra exiger des affiliés à la Caisse nouvelle des cotisations couvrant les 5/7 de cette pension, soit une rente de 600 francs, tandis que les 2/7 restants ou 240 francs, seront payés par l'État.

C'est le but poursuivi par l'article V.

Ce secours financier, concurremment avec les dispositions fondamentales des Statuts (notamment l'épargne que devra former le célibataire) permettra au futur militaire appointé ou salarié ou à celui qui est encore tout au début de sa carrière, de constituer, à peu de frais, une rente de survie au bénéfice de sa femme et de ses enfants.

Mais il n'en sera pas de même du militaire qui a vieilli sous les drapeaux, si l'on ne venait faciliter par une mesure toute spéciale, l'œuvre de prévoyance à accomplir par lui.

En effet, la formation d'une rente de survie au profit de l'un des époux exige des primes annuelles d'autant plus fortes que l'âge de l'autre époux au moment de la signature du contrat d'assurance, est lui-même plus élevé. En outre, la période de paiement des primes annuelles sera limitée à un âge du mari déterminé à l'avance par les statuts car il faut éviter, autant que possible, de frapper les pensions de retraite.

Nos anciens militaires de carrière ne pourraient donc assurer le sort des leurs, qu'au prix de sacrifices parfois fort lourds et ce serait sur eux, en définitive, que retomberaient les conséquences de la création tardive de la Caisse de pensions.

De telles dispositions seraient inacceptables et il y a lieu de traiter avec plus de

bienveillance ces vieux serviteurs éprouvés. C'est le but que se propose l'article VI.

L'article 8 vise le cas de l'ancien militaire qui entre dans une administration civile de l'État et se voit dans l'obligation de faire partie d'une Caisse instituée en vertu de la loi du 21 juillet 1844.

Si l'intéressé désire faire compter ses services militaires dans le calcul de la pension civile de sa veuve il doit s'astreindre à payer les contributions afférentes à ses années de service militaire.

Afin de réduire l'importance de ce versement supplémentaire, l'ancien militaire pourra obtenir le transfert de sa réserve mathématique à l'institution de prévoyance dépendant de son nouveau service, moyennant l'abandon de tous les droits qu'il s'était acquis à la Caisse des Veuves et Orphelins des militaires de rang subalterne.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALB. DEVEZE.

Le Ministre des Finances,

G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JUILLET 1921.

Wetsontwerp

ter oprichting eener voorzorginrichting ten voordeele der weduwen en weezen der bezoldigde militairen, beneden den graad van officier.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan de Wetgeving voor te leggen heeft ten doel, voorloopig eene pensioenkas tot stand te brengen ten voordeele der weduwen en weezen van de militairen beneden den graad van officier.

Voor 't oogenblik zijn de onderofficieren, korporaals of brigadiers en soldaten van het leger, de eenige Staatsagenten die geene overleveringsrente kunnen beleggen voor vrouw en kinderen, bij middel van afhoudingen op hunne vergeldingen (1).

Menigmaal reeds heeft de openbare meening zich bekommerd om het gebrek waarin sommige familiën dezer bescheiden en verdienstelijke dienaars van 't Vaderland verkeerden, toen het hoofd des huisgezins hun was ontrukkt, en zij werd ongerust daar zij de oplossing van dit vraagpunt, waarvan de hoogdringendheid door iedereen erkend was, op de lange baan zag schuiven.

Aangespoord door het vurig verlangen om dezen staat van zaken te verhelpen, hebben de verschillende Ministers van Oorlog of van Landsverdediging van sinds een twintigtal jaren, het tot stand brengen eener Voorzorginrichting, ten voordeele der militairen van lageren rang, ter studie gelegd.

Van den beginne af moest men erkennen dat de tusschenkomst der Openbare Schatkist, ten aanzien der geringe bestaansmiddelen der belanghebbenden, alleen in staat was om aan de weduwen een toereikend pensioen te verleen.

Lange gedachtenwisselingen werden, dienaangaande, gevoerd tusschen het Departement van Oorlog en dit van Financiën, en juist, vóór de vijande-

(1) Het Departement van Oorlog kent, wel is waar, ten laste ter begroting, hulp-gelden toe aan de behoeftige weduwen en weezen, doch die hulp-gelden zijn blijkbaar ontoereikend (hoogstens 80 frank per trimester).

lijkheden was men het, in beginsel, ééns geworden, doch bij gebrek aan tijd, was de toepassing niet mogelijk.

Thans dient er rekening gehouden met nieuwe elementen, hetzij omdat zij de gegevens van het vraagpunt wijzigen, hetzij omdat ze een zekeren invloed kunnen uitoefenen op de oplossing die er zal worden aan gegeven.

De nieuwe elementen van het vraagpunt zijn: de wet op de militaire pensioenen van 23 November 1919, en de aanstelling eener Interministeriële Commissie gelast ons stelsel van weduwen-pensioenen om te werken en er eenheid in te voeren.

De wet van 23 November 1919 kent, in ruimere mate dan vroeger, een pensioen toe aan de rechthebbenden van den militair wiens overlijden kan toegeschreven worden aan den dienst, doch die maatregelen, die alleen toepasselijk zijn in beperkte gevallen, geven niet genoeg zekerheid.

De vrouwen en kinderen der militairen van lageren rang staan dus, nog steeds juist lijk vóór den oorlog, bloot aan het gevaar zich eensklaps van alle hulpmiddelen beroofd te zien.

Wat het werk betreft van de onlangs aangestelde Interministeriële Commissie, mag men verhoppen dat hare gewichtige verrichtingen zullen toelaten, nieuwe statuten, waarbij voldoening zal worden geschonken aan de rechtmatige eischen van de verschillende categoriëen belanghebbenden, te bouwen op wetenschappelijke en vaste beginselen. De werken dezer Commissie zullen, echter waarschijnlijk veel tijd vergen, en er zullen, vermoedelijk, geen praktische uitslagen kunnen bekomen worden, vóór talrijke maanden, ten aanzien van den omvang van het onderwerp en de verscheidenheid der te hervormen inrichtingen.

In afwachting vreezen de belanghebbenden de verwezenlijking der beloften die hun herhaaldelijk en stellig werden gedaan, te zien verschuiven.

Onderhavig wetsontwerp heeft ten doel aan dezen pijnlijken toestand een einde te stellen.

Het tracht aan het vraagpunt eene eenvoudige en spoedige voorloopige oplossing te geven, zonder de oplossing over het geheel vooruit te loopen, welke door de Interministeriële Commissie zal worden aangeprezen. Het streeft niet naar de vaststelling van een vast stelsel waarvan de grondslagen niet meer moeten gewijzigd worden, het tracht alleen te voorzien in 't allernoodzakelijkste en opent onmiddellijk het tijdvak der verwezenlijkingen, terwijl het steeds vatbaar blijft voor verbetering.

Het onderzoek der artikelen van het ontwerp toont aan hoe men dezen uitslag zou willen bereiken.

Artikel één luidt dat alleen de rechthebbenden der *bezoldigde of loontrekkenke* militairen het voordeel der beschikkingen van de nieuwe wet kunnen genieten.

Het staat vast dat het niet mogelijk zou zijn, op gevaar af van zeer groote verwickelingen te verwekken, de toepassing ervan uit te breiden tot de soldij-trekkende militairen, die maar even onder de wapens vertoeven, en waaronder er trouwens, zeer weinig gehuwden zijn.

De bezoldigden van het gendarmerie-korps, die aangesloten zijn bij de door de wet van 23 Mei 1888 ingerichte Hulpkas, kunnen, evenmin, het voordeel dezer beschikkingen genieten.

De aansluiting is verplichtend; er wordt alleen uitzondering gemaakt aan dezen regel voor de bezoldigden en loontrekkenden, die thans lid zijn van eene door de wet ingerichte weduwen-kas.

Art. 4. — Zooals er hooger werd gezegd werd er door al de bevoegde personen aangenomen, sinds het vraagpunt eener pensioenkas voor weduwen en weezen der militairen van lageren rang ter studie ligt, dat zulke inrichting niet behoorlijk kan werken zonder geldelijken steun.

Nu, dat al de bestaande kassen ruïnschoots geldelijk door den Staat werden gesteund (Wet van 3 Juni 1920), om het bedrag der pensioenen te kunnen opvoeren, schijnt het beginsel der toelage meer dan ooit onaanlastbaar.

Waar kan men de voor deze toelage noodige gelden vinden, zonder eens te meer zijn toevlucht te nemen tot de Staatsfinanciën? De onder den oorlog tot stand gekomen en nog bestaande magazijnen voor officieren en troepen, hebben, gezien de diensten welke zij bewijzen, tamelijk groote winsten afgeworpen.

Het heeft ons toegeschenen dat er geen beter gebruik van die winsten kan gemaakt worden, dan er een deel van te besteden aan de belegging van een kapitaal dat de werking der ontworpen instelling verscheidene jaren lang kan verzekeren, ten volle genoeg der belanghebbenden. Ziedaar de reden der in artikel IV voorziene maatregelen.

Die oplossing schijnt des te aannemelijker daar de winsten waarvan spraak getrokken zijn uit een lichte prijsverhooging der artikels, welke aan al de militairen, officieren en troepen worden verkocht.

Met de aldus vergaarde sommen te besteden aan de voorzorginrichtingen van het leger, handelt de Staat jegens hen als een bezonnen en welwillende voogd.

Hoe zullen de ter beschikking der nieuwe instelling gestelde gelden aangewend worden?

Men heeft getracht alle stelsel van de hand te wijzen, waarvan de toepassing een zware of ingewikkelde rekenplichtigheid zou navoeren.

Het scheen eenvoudig een vast zooveelste der aan de weduwe of het weeskind verleende overlevingsrente ten laste van den Staat te leggen.

Als men, bij gelijkstelling met de beschikkingen der Gendarmerie-kas, het bedrag van het jaarpensioen der weduwe op 840 frank bepaalt, dan mag men van de aangeslotenen bij de nieuwe kas bijdragen eischen ten beloope van $\frac{5}{7}$ van dit pensioen, een rente, dus, van 600 frank, terwijl de overblijvende $\frac{2}{7}$, of 240 frank, door den Staat zullen betaald worden.

Ziedaar het doel van artikel V.

Deze geldelijke hulp, samen met de grondbepalingen der standregelen (inzonderheid het spaargeld dat de ongehuwde zal moeten afdragen), zal den aanstaanden bezoldigden of loontrekkenden militair of hem, die nog maar pas zijne loopbaan heeft begonnen, in staat stellen, met weinig kosten

Maar zoo is het niet voor den in dienst vergrijsden militair moest het door hem te volbrengen voorzorgwerk niet vergemakkelijkt worden door een gansch bijzonderen maatregel.

Inderdaad, het beleggen eener overlevingsrente ten voordeele van een

der echtgenooten, vereischt des te hoogere jaarpremiën, naargelang de ouderdom zelf van den anderen echtgenoot, hooger is.

Bovendien, dient de betalingstermijn voor de jaarpremiën beperkt tot één op voorhand door de standregelen bepaalden ouderdom van den echtgenoot, want men moet zooveel mogelijk vermijden de ouderdomspensioenen te treffen.

Onze oud-beroepsmilitairen zouden dus het lot der hunnen slechts kunnen verzekeren ten koste van soms zeer zware opofferingen en de gevolgen van het laattijdig tot stand brengen der Pensioenkas zouden, ten laatste, op hen terugvallen.

Zulke beschikkingen zouden onaannemelijk zijn, en die oude, beproefde dienaten moeten met meer welwillendheid behandeld worden.

Artikel 6 streeft dit doel na.

Artikel 8 beoogt het geval van den oud-militair, die in een burgerlijk beheer van den Staat treedt, en in de verplichting verkeert zich aan te sluiten bij eene krachtens de wet van 21 Juli 1844 ingestelde Kas.

Verlangt de belanghebbende zijn militaire diensten in aanmerking te doen nemen voor de berekening van het burgerlijk pensioen zijner weduwe, dan is hij gehouden aan de stortingen der op deze militaire dienstjaren betrekking hebbende bijdragen.

Om het bedrag dezer bijkomende storting te verlagen, kan de oud-militair de overdracht zijner mathematische reserve aan de Voorzorginrichting van zijn nieuwen dienst bekomen, mits te verzaken aan al de rechten, die hij had verworven bij de Weduwen- en Weezenkas der militairen van lageren rang.

De Minister van Landsverdediging,

ALB. DEVÈZE.

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

(ANNEXE AU N° 461).

(BIJLAGE AAN N° 461.)

PROJET DE LOI

portant création d'une institution de
Prévoyance au profit des Veuves et
des Orphelins des militaires appoin-
tés au-dessous du rang d'officier.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Mini-
stres de la Défense Nationale et des
Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit, sera présenté en Notre Nom
aux Chambres Législatives.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué au Ministère de la
Défense Nationale une Caisse de
pensions pour les Veuves et Orphe-
lins des militaires appointés ou sala-
riés, de rang inférieur à celui d'offi-
cier et qui ne font pas partie de la
Caisse de Secours instituée en faveur
des Veuves et Orphelins des sous-
officiers brigadiers et soldats de la
gendarmerie.

L'affiliation est obligatoire.

Toutefois pourront en être dis-
pensés par décision ministérielle, les
militaires qui au 31 décembre 1921

WETSONTWERP

ter oprichting eener Voorzorginrich-
ting ten voordeele der weduwen en
weezen der bezoldigde militairen,
beneden den graad van officier.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onze Ministers
van Landsverdediging en van Finan-
ciën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de in-
houd volgt, zal in Onzen Naam bij
de Wetgevende Kamers ingediend
worden :

ARTIKEL EÉN.

Er wordt bij het Ministerie van
Landsverdediging een Pensioenkas
opgericht voor de weduwen en wee-
zen der bezoldigde of loontrekken-
de militairen, beneden den rang
van officier, en die niet aangesloten
zijn bij de Hulpkas, ingesteld ten
voordeele van de weduwen en wee-
zen der onderofficieren, brigadiers
en soldaten van het Gendarmerie-
korps.

De aansluiting is verplichtend.

Evenwel kunnen de militairen,
die op 31^{de} December 1921 aangeslo-
ten waren bij een krachtens de wet

sont affiliés à une Institution de Prévoyance créée en vertu d'une loi.

ART. 2.

La Caisse prend la dénomination de « *Caisse des Veuves et Orphelins des militaires de rang subalterne* ».

Elle assure des rentes de survie viagères aux Veuves et des rentes de survie temporaires aux Orphelins des affiliés.

Elle peut aussi accessoirement établir des mesures de prévoyance complémentaires.

ART. 3.

Les statuts de la Caisse sont arrêtés et modifiés par le Roi.

Ils déterminent :

- 1° Les tarifs des retenues ;
- 2° Les conditions d'admission à la pension ;
- 3° Les causes de déchéance ;
- 4° Le barème des pensions et éventuellement des autres avantages ;

5° Le mode de gestion de la Caisse, ainsi que le placement des fonds disponibles.

ART. 4.

La Caisse est alimentée :

- 1° Par des retenues sur les rétributions des affiliés ;
- 2° Par des prélèvements, à concurrence de sept millions de francs, sur l'avoir disponible des Magasins pour officiers et troupes.

tot stand gebrachte Voorzorginrichting van die verplichting ontslagen worden bij ministeriële beslissing.

ART. 2.

De Kas neemt den naam van « *Weduwen- en Weezenkas der militairen van lageren rang* ».

Zij keert overlevingslijfrenten uit aan de weduwen en tijdelijke overlevingsrenten aan de weezen der aangeslotenen.

Zij kan bovendien ook bijkomende voorzorgsmaatregelen treffen.

ART. 3.

De standregelen der Kas worden vastgesteld en gewijzigd door den Koning :

Zij bepalen :

- 1° Het bedrag der afhoudingen ;
- 2° de voorwaarden om gepensionneerd te worden ;
- 3° de oorzaken van verval ;
- 4° den standaard der pensioenen en, desgevallend, der andere voordeelen ;
- 5° de wijze van beheer der kas, evenals het uitzetten der beschikbare gelden.

ART. 4.

De kas wordt onderhouden :

- 1° Door afhoudingen op de vergeldingen der aangeslotenen ;
- 2° door voorafschtingen, ten bedrage van zeven millioen frank, op het beschikbaar tegoed der officieren- en troepmagazijnen.

ART. 5.

Les retenues sont établies de manière à couvrir au moins les cinq septièmes des pensions et autres charges éventuelles.

ART. 6.

Les prélèvements sur l'avoir des Magasins pour officiers et troupes peuvent être consacrés, dans la limite extrême de deux millions de francs, à opérer des versements à la Caisse, au nom des affiliés en activité de service le 31 décembre 1921.

Le reliquat reste la propriété de l'État, mais il est employé à des achats de rentes nationales dont les arrérages sont acquis à la Caisse, jusqu'au jour de sa dissolution, pour parer à l'insuffisance des retenues.

ART. 7.

En cas de liquidation de la Caisse, l'actif disponible après déduction des charges actuelles et éventuelles est attribué à l'État en compensation des sacrifices qu'il s'impose.

ART. 8.

Si un affilié à la Caisse vient à contribuer à une Institution de Prévoyance régie par la loi du 21 juillet 1844, sa réserve mathématique sera transférée, s'il en fait la demande, à la Caisse dont il est appelé à faire partie.

ART. 5.

De afhoudingen worden zóó vastgesteld dat zij ten minste de vijf zevenden der pensioenen en andere gebeurlijke lasten dekken.

ART. 6.

De vooraflichtingen op het tegoed der officieren- en troepmagazijnen kunnen zonder twee millioen te overtreffen, besteed worden aan stortingen in de Kas, op naam der aangeslotenen die op 31^e December 1921 in werkelijken dienst waren.

Het overschot blijft Staatseigendom, maar er worden nationale renten mede aangebracht, waarvan de achterstallen voor de Kas blijven, tot den dag harer ontbinding, om de ontoereikende afhoudingen aan te vullen.

ART. 7.

Ingeval van ontbinding der Kas, komt het beschikbaar tegoed, na aftrek der bestaande en gebeurlijke kosten, den Staat ten goede, als vergoeding voor de getrooste opofferingen.

ART. 8.

Mocht een aangeslotene bij de Kas lid worden van eene door de wet van 21^e Juli 1844 beheerschte Voorzorginrichting, dan wordt, zoo hij zulks aanvraagt, zijn mathematische reserve in de Kas overgedragen, waarvan hij geroepen is deel uit te maken.

ART. 9.

Les dispositions de la présente
Loi entreront en vigueur le 1^{er} jan-
vier 1922.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet
1921.

ART. 9.

De beschikkingen van onderha-
vige wet worden van kracht den
1^{en} Januari 1922.

Gegeven te Brussel, den 13^{en} Juli
1921.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense Nationale,

Van s'Konings wege :

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVEZE.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

